

Date de visite: 24 Juillet 2025

Rapport effectué le : 07 Août 2025

En présence de : M. Julien CHATEL - *Chargé d'opérations*

LH25-02PB

Grande Chancellerie de la légion d'honneur
1, Rue de Solferino
75007 PARIS

REPERAGES PLOMB AVANT TRAVAUX

MAISON D'EDUCATION DE
LA LEGION D'HONNEUR

78100
SAINT GERMAIN EN LAYE

Bâtiment nouvel internat

Remplacement du
Monte-charge



Les investigations ont fait apparaître la présence de revêtements contenant du plomb.

Donneur d'ordres :

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LEGION D'HONNEUR
1, Rue de Solferino
75007 PARIS

Représenté par :

M. Julien CHATEL
Chargé d'opérations



Opérateur de repérage :

Nom et prénom de l'auteur du constat : M. DESIER Aurélien
Organisme d'assurance professionnelle : ALLIANZ EUROCOURTAGE
N° de certificat de certification : CPDI 1163 Version 004
Nom de l'organisme de qualification accrédité par le COFRAC : ICERT

L'appareil à fluorescence X :

Nom du fabricant de l'appareil : FONDIS ELECTRONIC
N° de série de l'appareil : FEnX2 - N° 24-1077
Date du dernier chargement de la source : 01/03/2024
Date limite de validité de la source : 01/03/2029

Rédacteur et responsable de mission: M. DESIER Aurélien



S.E. QUALICONTROLE
24, Rue Garnier PAGÈS
94100 SAINT MAUR DES FOSSÉS
SIRET 798 453 114 00018
Tel : 06 98 37 98 98



SOMMAIRE

1. Périmètre de repérage.....	page 3
2. Rappel des références réglementaires.....	page 10
3. Réalisation du diagnostic.....	page 11
• Information sur le périmètre de repérage	
• Le bien de la mission	
• Locaux non visités	
• Choix des points de mesures	
• L'appareil à fluorescence X	
4. Résultats de mesure de repérage.....	page 14
5. Cartographie de repérage.....	page 18
6. Informations d'ordre général.....	page 25
7. Attestation de compétences.....	page 27
8. Attestation d'assurance.....	page 28
9. Attestation de validité de la source.....	page 29

Ce rapport ne peut être utilisé que dans son intégralité et avec ses couleurs d'origines.

1 - PERIMETRE DE REPEREAGE

La société QUALICONTROLE a été sollicitée afin d'effectuer un constat de risque d'exposition au plomb avant travaux ultérieurs de remplacement du monte-charge par un ascenseur et mise aux normes des équipements satellites dans le bâtiment nouvel internat.

Ces investigations ont pour objet l'identification des matériaux et produits susceptibles de libérer des poussières de plomb lors des travaux de démolition.

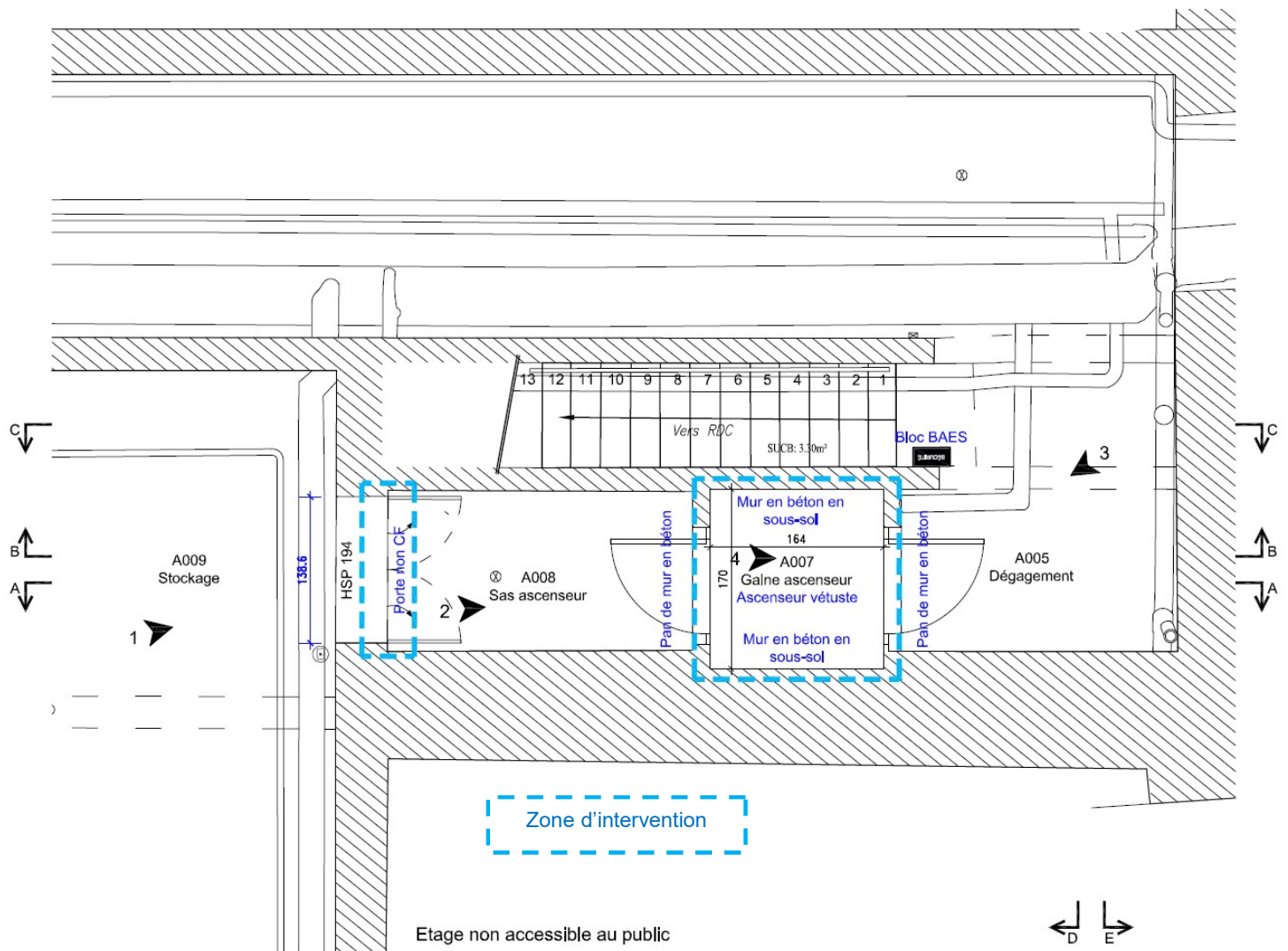
Le présent document est destiné aux entreprises appelées à faire les travaux afin qu'elles puissent procéder à l'évaluation des risques conformément au code du travail.

Maison d'éducation de la Légion d'honneur
Route d'Achère
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

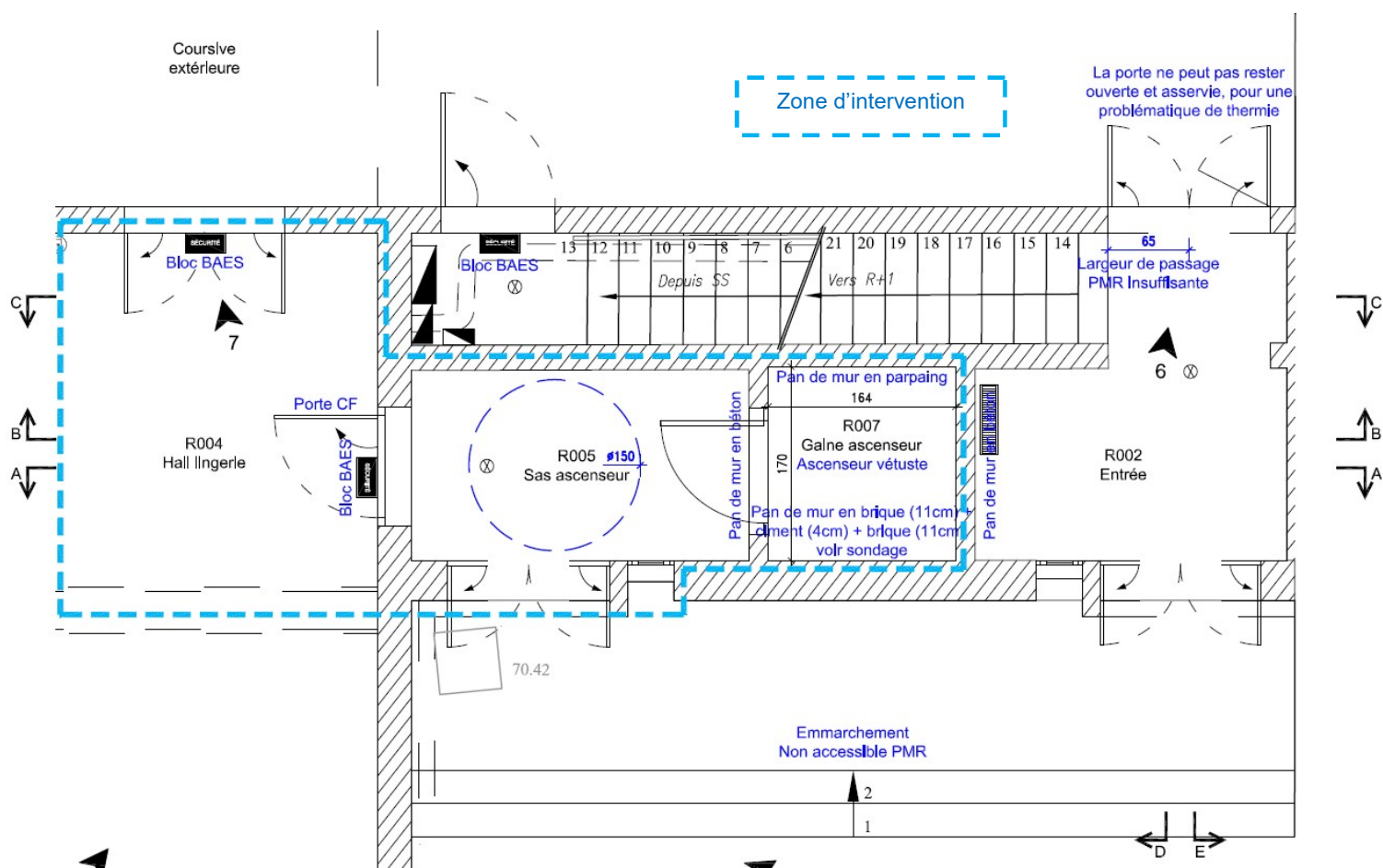
Section A
Parcelle n°603
Commune de SAINT GERMAIN EN LAYE



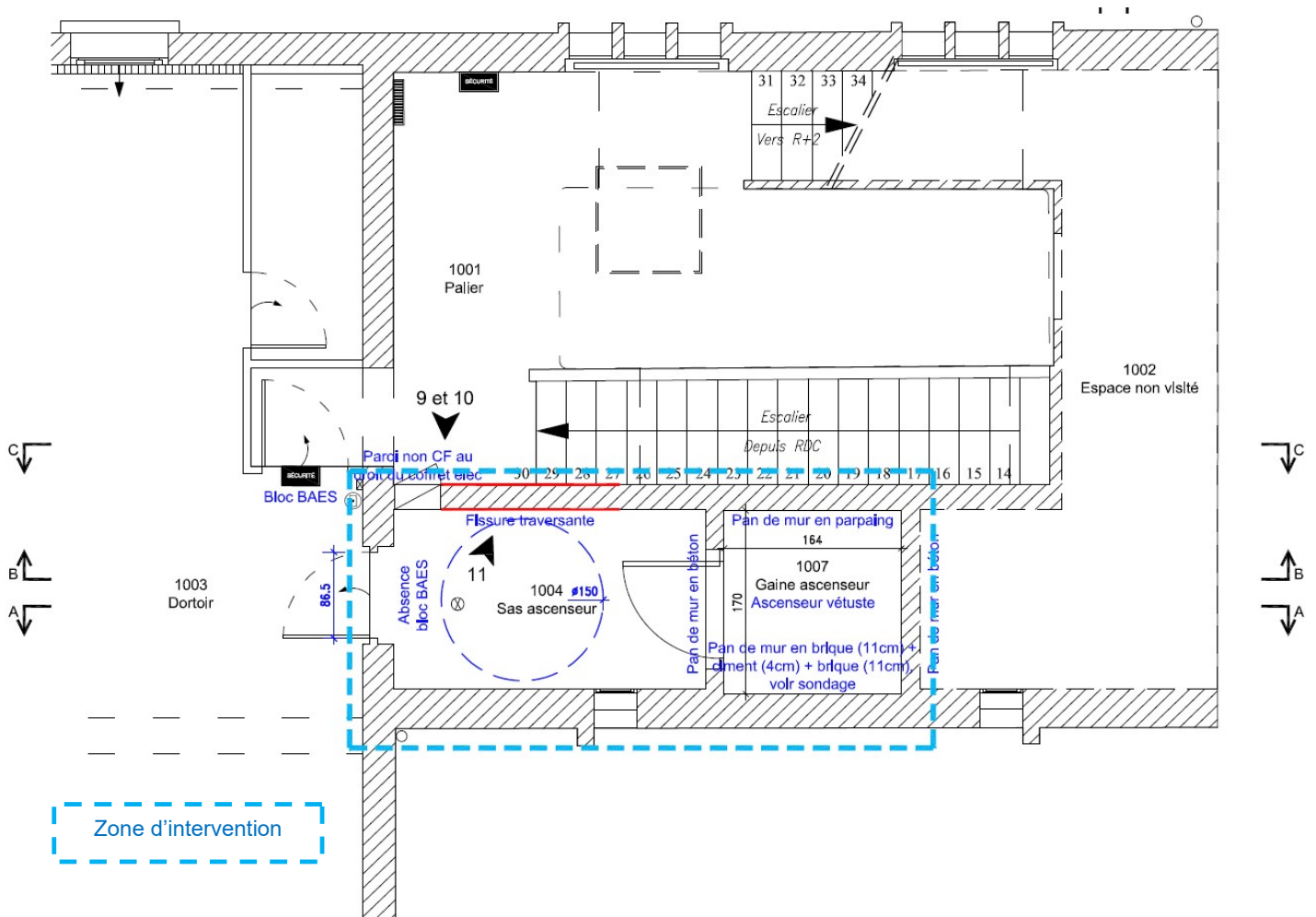
Maison d'éducation de la Légion d'Honneur
Bâtiment nouvel internat – Niveau R-1
Route d'Achères
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE



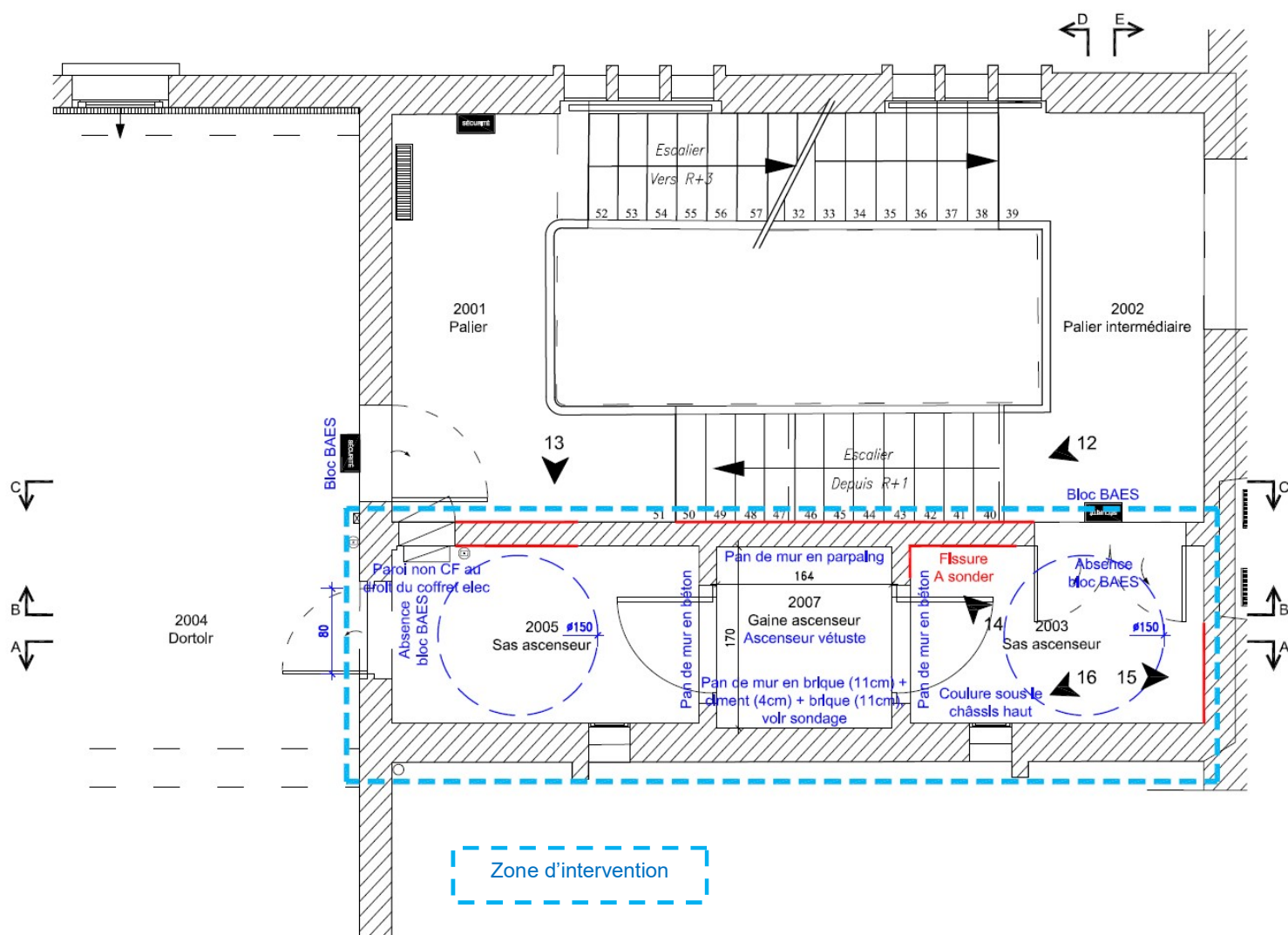
Maison d'éducation de la Légion d'Honneur
Bâtiment nouvel internat – Niveau RDC
Route d'Achères
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE



Maison d'éducation de la Légion d'Honneur
Bâtiment nouvel internat – Niveau R+1
Route d'Achères
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

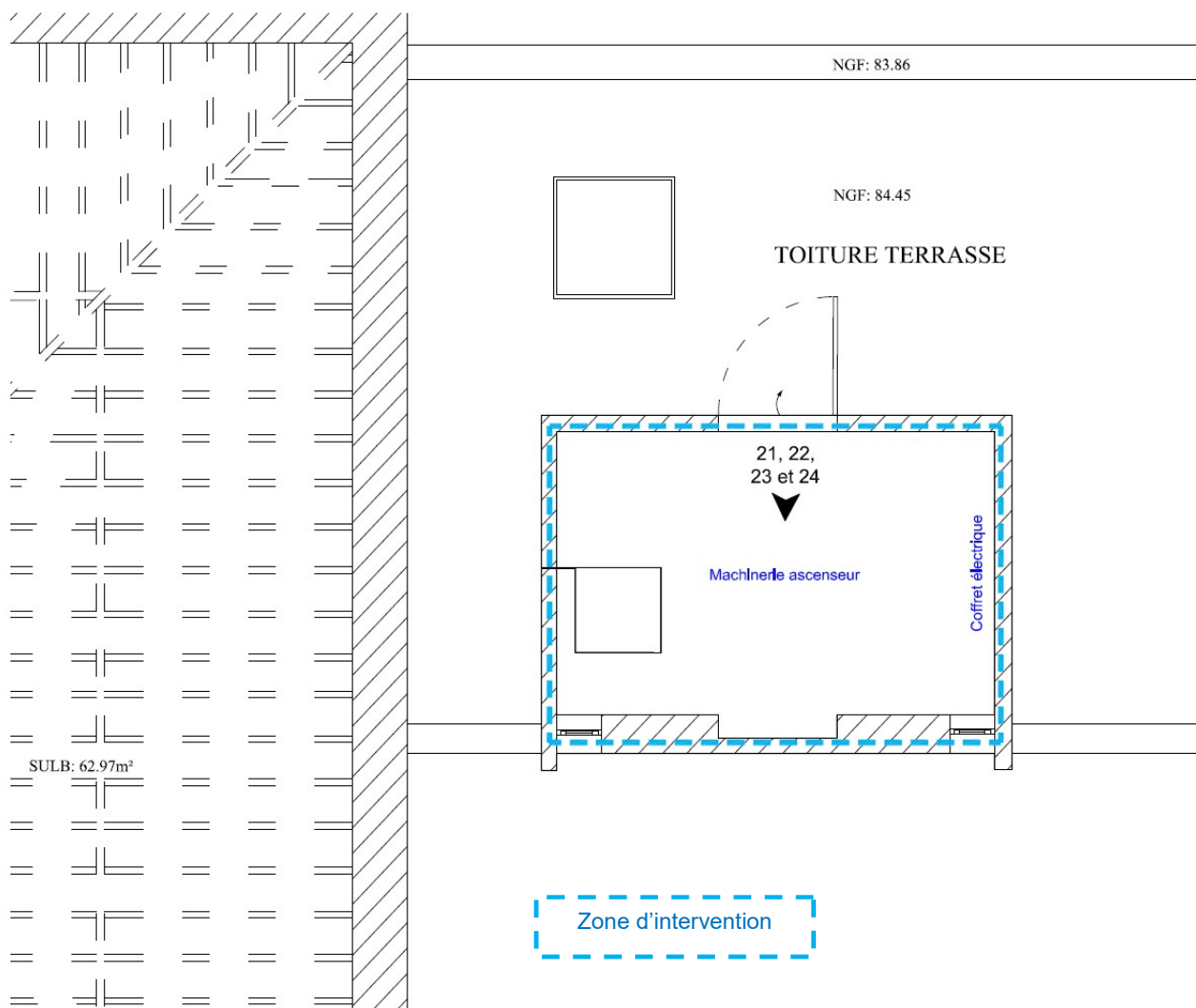


Maison d'éducation de la Légion d'Honneur
Bâtiment nouvel internat – Niveau R+2
Route d'Achères
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE



Plan de l'étage R+2 montrant la zone d'intervention pour la rénovation de l'ascenseur. Le plan inclut des pièces telles que 3001 Palier, 3002 Palier intermédiaire, 3003 Sas ascenseur, 3004 Dortoir, 3005 Sas ascenseur, et 3007 Gaine ascenseur. Des annotations indiquent des travaux de maçonnerie (parpaing, brique, béton), des fissures, et l'absence de blocs BAES. Des numéros de points (150, 164, 170, 18, 19, 20) et des dimensions (11cm, 4cm) sont également notés.

Maison d'éducation de la Légion d'Honneur
Bâtiment nouvel internat – Niveau Toiture terrasse
Route d'Achères
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE



2 - RAPPEL DES RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

Textes réglementaires et normatifs :

- Code du travail : Principes généraux de prévention, Prévention du risque chimique et CMR
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic de risque d'intoxication par le plomb des peintures
- **Norme NF X 46 035 de Juin 2021 relative au repérage plomb avant travaux/démolition.**

Pour rappel :

A ce jour, deux types de diagnostics sont utilisés et réglementés par le code de santé publique : le Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) et le Diagnostic de Risque d'Intoxication par le Plomb des peintures (DRIPP). Ceux-ci ne concernent que les bâtiments construits avant 1949 et le risque d'accessibilité au plomb par les enfants.

Dans le cadre d'un projet de rénovation/réhabilitation ou de démolition, ces diagnostics ne sont pas adaptés pour évaluer le risque d'exposition des travailleurs opérant sur chantier.

L'objectif de la mission étant de mettre en évidence les surfaces contenant du plomb, le présent diagnostic permettra :

- à la maîtrise d'ouvrage (donneur d'ordre) et la maîtrise d'œuvre de préparer le chantier de rénovation/réhabilitation ou démolition en tenant compte des éventuelles contraintes imposées par la présence de surfaces plombifères et/ou de matériaux contenant du plomb.

- d'informer au mieux les entreprises intervenantes (employeurs) afin qu'elles adaptent les modes opératoires, la protection et le suivi médical des salariés.

- aux coordonnateurs SPS de veiller à la prise en compte, par tous les acteurs, des résultats du diagnostic plomb pendant toutes les phases du projet, de la conception à l'exécution des travaux.


Le repérage portera sur l'ensemble des revêtements susceptibles de contenir du plomb, impactés par les travaux.

3 - RÉALISATION DU DIAGNOSTIC

Information sur le périmètre de repérage :

Aucune stratégie de mesure spécifique n'a été appliquée pour le repérage puisque l'ensemble des éléments sont concernés par les travaux.

Le bien objet de la mission :

Adresse du bien	Maison d'éducation de la Légion d'Honneur Bâtiment nouvel internat Route d'Achères 78100 SAINT GERMAIN EN LAYE
Description de l'ensemble immobilier concerné par le repérage	ERP - Type W
Année de construction	NC
Nom et coordonnées du donneur d'ordre	GRANDE CHANCELLERIE DE LA LEGION D'HONNEUR 1, Rue de Solferino 75007 PARIS <u>Représenté par</u> M. Julien CHATEL <i>Chargé d'opérations</i> 
L'occupant est	NC
Date(s) de la visite faisant l'objet du repérage	24 Juillet 2025
Croquis du bien immobilier objet de la mission	Voir paragraphe « PERIMETRE DE REPERAGE »
Précisions	Néant

Choix des points de mesures :

Dans tous les cas, les mesures ont été réalisées aux endroits où la probabilité de rencontrer du plomb était la plus forte.

Contrairement au CREP, le nombre de mesures réalisées est fonction du type d'unité de diagnostic (UD) et des travaux à effectuer.

En effet, les limites prévues par la réglementation du CREP ne sont pas forcément adaptées à la présente situation de travaux. (Nombre de mesures limité à 3, hauteur de la prise des mesures limitée à 3 mètres).

L'objectif n'est pas de repérer des zones potentiellement accessibles par les enfants, ni même de vérifier la conformité à une valeur-seuil.

Par conséquent, le diagnostiqueur a déterminé le nombre de mesures en fonction de l'étendue de l'UD et de la nature des travaux.

Lorsque plusieurs mesures sont réalisées sur une même UD, elles ont été prises à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs. (partie haute et basse d'un mur,).

Résultats et préconisations du diagnostiqueur :

Les résultats sont consignés dans un tableau et exprimés en mg/cm² pour la fluorescence X.

Le diagnostiqueur n'a pas à se prononcer sur le niveau de risque que présentent les valeurs mesurées ou les constats visuels effectués. Cependant, une notice d'information (cf. annexe) vise à informer le client du risque que présente le plomb et des mesures de prévention à mettre en œuvre le cas échéant.

Le diagnostic plomb avant démolition vise à repérer des unités de diagnostic qui présentent un danger (présence de plomb). Il doit permettre aux donneurs d'ordre et aux entreprises intervenantes d'évaluer les risques professionnels qui dépendent de la combinaison de 2 facteurs : le danger et le mode opératoire

Il n'est donc pas prévu que le diagnostiqueur s'appuie sur une valeur-seuil pour conclure sur le niveau de risques que présentent les revêtements ou les matériaux identifiés comme contenant du plomb.

Pour évaluer le niveau de risque que présentent les surfaces plombifères identifiées par le diagnostiqueur, le donneur d'ordre doit rapprocher les valeurs obtenues aux situations de travail préalablement définies (ponçage de peinture, retrait,....)

Les valeurs mesurées renseignent aussi sur la nature des composés. Dans la pratique les valeurs élevées, mettent en évidence la présence de céruse ou de minium de plomb. Les valeurs faibles < 1mg/cm² peuvent révéler la présence de siccatif de plomb (colle papier peint, peinture) ou d'impuretés dans les matériaux (support métallique, parpaing,....).

L'appareil à fluorescence X :

Nom du fabricant de l'appareil : FONDIS ELECTRONIC			
Modèle de l'appareil : FEnX2			
N° de série de l'appareil : N° 24-1077			
Nature du radionucléide : Cd-109			
Date du dernier chargement de la source : 01/03/2024			
Activité à cette date : 850 MBq			
Date limite de validité de la source : 01/03/2029			
Autorisation ASN (DGSNR)	N° : T910783		Date d'autorisation : 27 Octobre 2022
	Date de fin de validité de l'autorisation : 27 Octobre 2027		
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR) : Baptiste ALBERIO			
Non de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) : Baptiste ALBERIO			
Fabricant de l'étalon : FONDIS ELECTRONIC		N° NIST de l'étalon :	SRM 2574
Concentration : 0.71 mg/cm ²		Incertitude :	+/- 0.08 mg/cm ²
Vérification de la justesse de l'appareil en début de Avant travaux	date : 24 Juillet 2025	N° de la mesure :	1
		Concentration :	0.71 mg/cm ²
Vérification de la justesse de l'appareil en fin de Avant travaux	date : 24 Juillet 2025	N° de la mesure :	Cf tableau
		Concentration :	0.71 mg/cm ²
Vérification de la justesse de l'appareil si une remise sous tension à lieu	date : 24 Juillet 2025	N° de la mesure :	SO
		Concentration :	SO

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque constat ainsi qu'à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

4 - RESULTATS DES MESURES DE REPERAGE

Niveau R-1

Zones	UD	Substrats	Revêtements	mg/cm²
Gaine ascenseur	Porte palière	Métal	Peinture	6.22
Gaine ascenseur	Porte palière	Métal	Peinture	8.72
Dégagement	Murs	Béton	-	-
Gaine ascenseur	Mur	Béton	-	-
Gaine ascenseur	Mur	Brique	-	-
Gaine ascenseur	Mur	Béton	Peinture	0.00
Sas ascenseur	Mur	Béton	Peinture	0.00
Sas ascenseur	Porte et châssis	Bois	Peinture	0.05

Niveau RDC

Zones	UD	Substrats	Revêtements	mg/cm²
Hall lingerie	Murs	Béton	Peinture	0.02
Hall lingerie	Porte et châssis	Métal	Peinture	0.25
Sas ascenseur	Murs	Béton	Peinture	0.00
Sas ascenseur	Fenêtre et châssis	Métal	Peinture	0.07
Sas ascenseur	Porte et châssis	Bois	Peinture	0.18
Sas ascenseur	Plafond	Béton	Peinture	0.12
Sas ascenseur	Porte palière	Métal	Peinture	7.40

Niveau R+1

Zones	UD	Substrats	Revêtements	mg/cm²
Sas ascenseur	Murs	Toile de verre	Peinture	0.49
Sas ascenseur	Porte et châssis	Bois	Peinture	0.02
Palier escalier	Mur	Béton	Peinture	0.05
Sas ascenseur	Fenêtre et châssis	Métal	Peinture	0.11
Sas ascenseur	Porte et châssis	Métal	Peinture	0.08
Sas ascenseur	Plafond	Béton	Peinture	0.00
Sas ascenseur	Porte palière	Métal	Peinture	9.78

Niveau R+2 (Sas côté dortoir)

Zones	UD	Substrats	Revêtements	mg/cm²
Sas ascenseur	Mur côté jardin	Béton	Peinture	0.65
Sas ascenseur	Mur côté escalier	Béton	Peinture	0.52
Sas ascenseur	Mur côté dortoir	Béton	Peinture	0.18
Sas ascenseur	Porte et châssis	Bois	Peinture	0.00
Palier escalier	Mur	Béton	Peinture	0.00
Sas ascenseur	Fenêtre et châssis	Métal	Peinture	0.00
Sas ascenseur	Plafond	Béton	Peinture	0.00
Sas ascenseur	Porte palière	Métal	Peinture	9.45

Niveau R+2 (Sas côté palier intermédiaire)

Zones	UD	Substrats	Revêtements	mg/cm²
Sas ascenseur	Mur côté jardin	Béton	Peinture	0.54
Sas ascenseur	Mur côté escalier	Béton	Peinture	0.20
Sas ascenseur	Mur face ascenseur	Béton	Peinture	0.06
Sas ascenseur	Porte et châssis depuis palier	Bois	Peinture	0.02
Palier escalier	Mur	Béton	Peinture	0.29
Sas ascenseur	Fenêtre et châssis	Métal	Peinture	0.00
Sas ascenseur	Plafond	Béton	Peinture	0.02
Sas ascenseur	Porte palière	Métal	Peinture	7.70
Cabine ascenseur	Porte cabine	Métal	-	-
Cabine ascenseur	Parois cabine	Métal	Peinture	0.00
Cabine ascenseur	Plafond cabine	Métal	Peinture	0.00

Niveau R+3 (Sas côté dortoir)

Zones	UD	Substrats	Revêtements	mg/cm²
Sas ascenseur	Mur côté jardin	Béton	Peinture	0.28
Sas ascenseur	Mur côté escalier	Béton	Peinture	0.32
Sas ascenseur	Mur côté dortoir	Béton	Peinture	0.20
Sas ascenseur	Porte et châssis	Bois	Peinture	0.05
Palier escalier	Mur	Béton	Peinture	0.18
Sas ascenseur	Fenêtre et châssis	Métal	Peinture	0.07
Sas ascenseur	Plafond	Béton	Peinture	0.00
Sas ascenseur	Porte palière	Métal	Peinture	7.56
Sas ascenseur	Trappe accès machinerie	Métal	Peinture	0.16

Niveau R+3 (Sas côté palier intermédiaire)

Zones	UD	Substrats	Revêtements	mg/cm²
Sas ascenseur	Mur côté jardin	Béton	Peinture	0.32
Sas ascenseur	Mur côté escalier	Béton	Peinture	0.19
Sas ascenseur	Mur face ascenseur	Béton	Peinture	0.11
Sas ascenseur	Porte et châssis depuis palier	Bois	Peinture	0.00
Palier escalier	Mur	Béton	Peinture	0.22
Sas ascenseur	Fenêtre et châssis	Métal	Peinture	0.02
Sas ascenseur	Plafond	Béton	Peinture	0.00
Sas ascenseur	Porte palière	Métal	Peinture	8.64

Niveau Toiture terrasse (Local machinerie)

Zones	UD	Substrats	Revêtements	mg/cm²
Machinerie	Murs	Béton	-	-
Machinerie	Plafond	Béton	-	-
Machinerie	Machinerie	Métal	Peinture	0.57
Machinerie	Garde corps	Métal	Peinture	0.32
Machinerie	Canalisation	Béton	Peinture	0.40
Machinerie	Fenêtre et châssis	Métal	Peinture	0.15
Machinerie	Porte et châssis	Métal	Peinture	0.36



Fait à : YERRES, le 07 Août 2025

Par : SE QUALICONTROLE

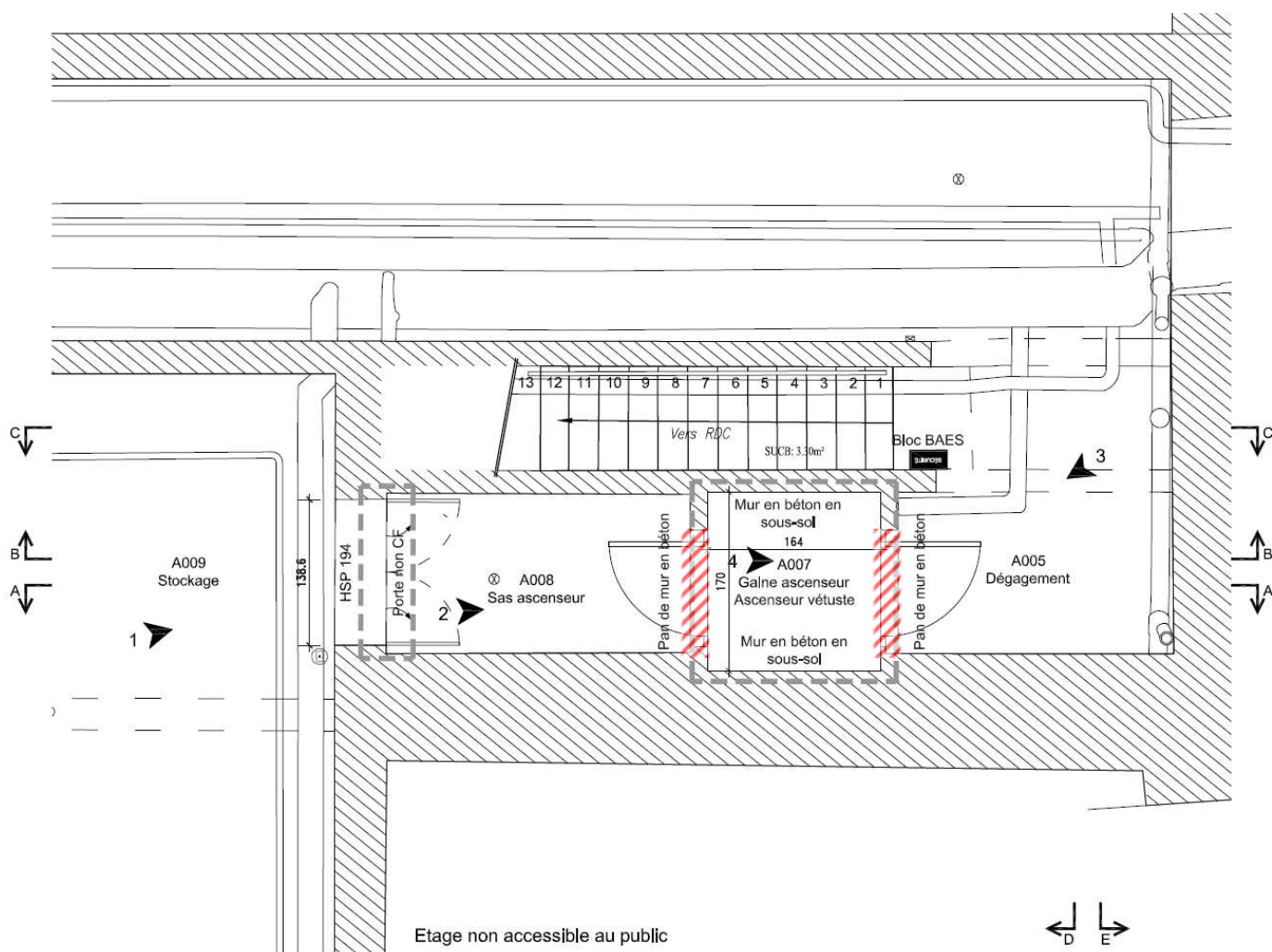
Nom de l'opérateur : M. Aurélien DESIER

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'A. Desier', is written over the printed name.

La société QUALICONTROLE atteste que ni ses employés, ni elle-même, ne reçoit, directement ou indirectement, de la part d'une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages, installations ou équipements sur lesquels porte sa prestation, aucun avantage ni rétribution, sous quelque forme que ce soit.

5 – CARTOGRAPHIE DE REPERAGE

Maison d'éducation de la Légion d'Honneur
Bâtiment nouvel internat – Niveau R-1
Route d'Achères
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

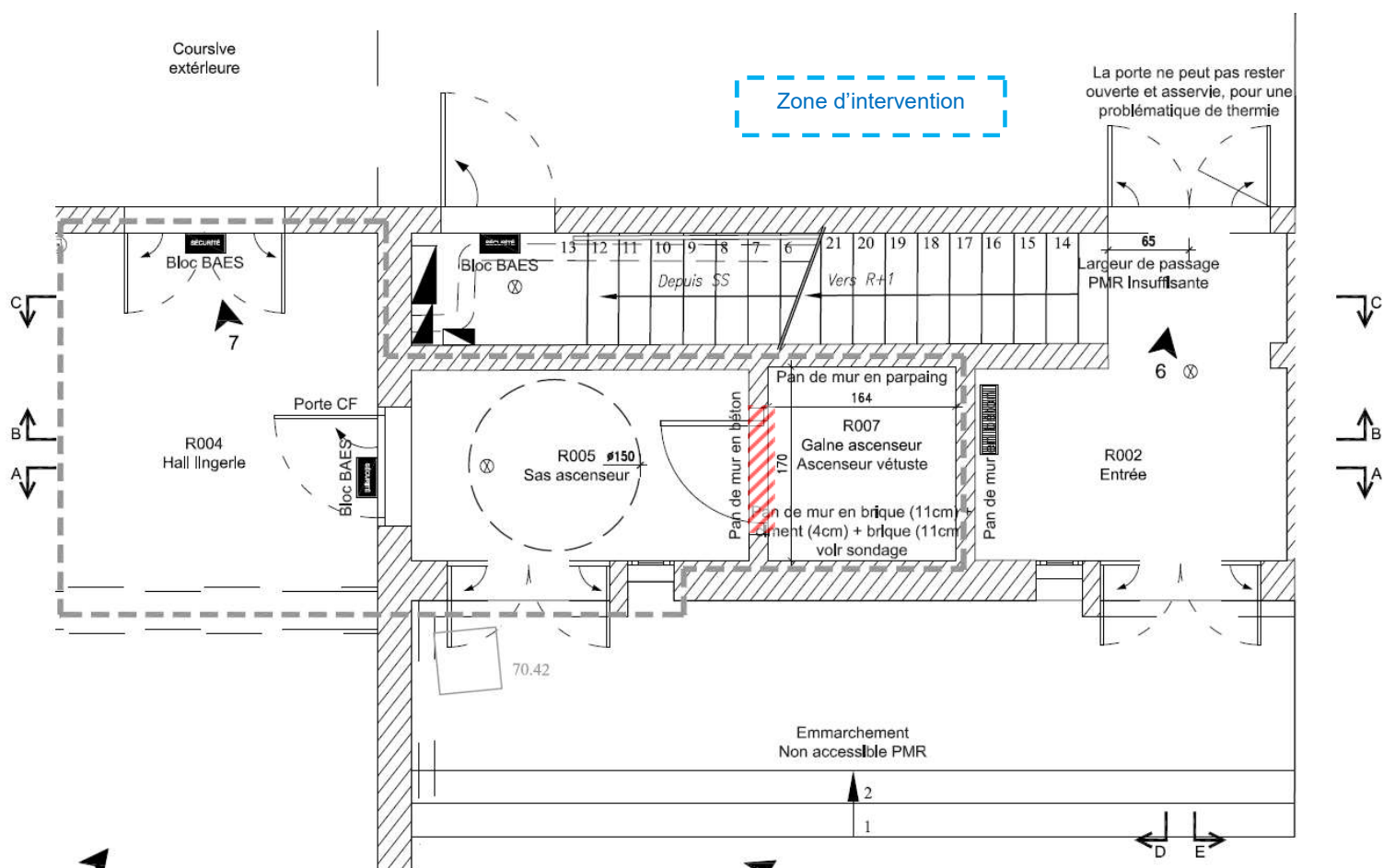


Légende des éléments contenant du plomb :

//// - Porte palière avec un revêtement contenant du plomb.



Maison d'éducation de la Légion d'Honneur
Bâtiment nouvel internat – Niveau RDC
Route d'Achères
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

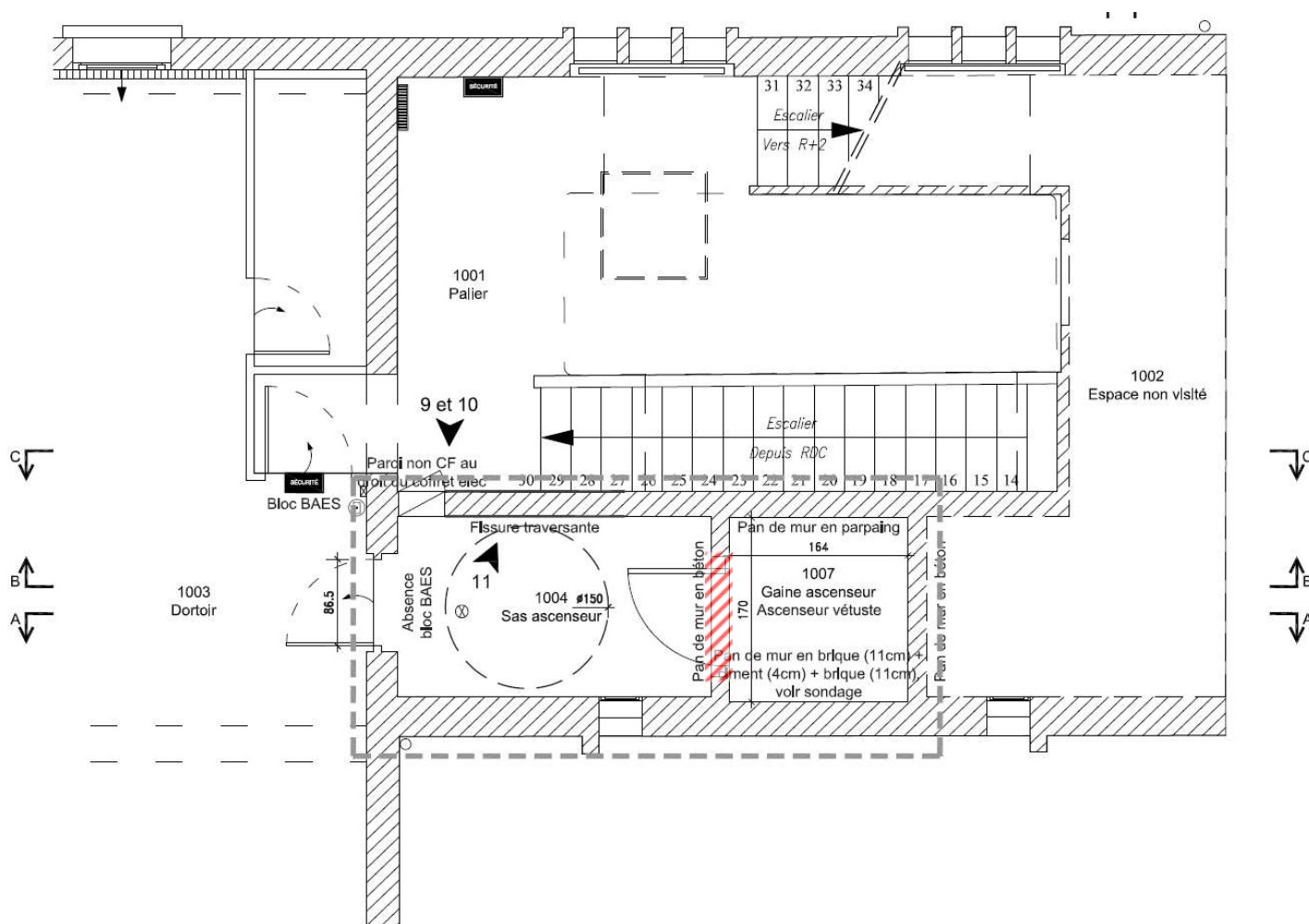


Légende des éléments contenant du plomb :

/// - Porte palière avec un revêtement contenant du plomb.



Maison d'éducation de la Légion d'Honneur
Bâtiment nouvel internat – Niveau R+1
Route d'Achères
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

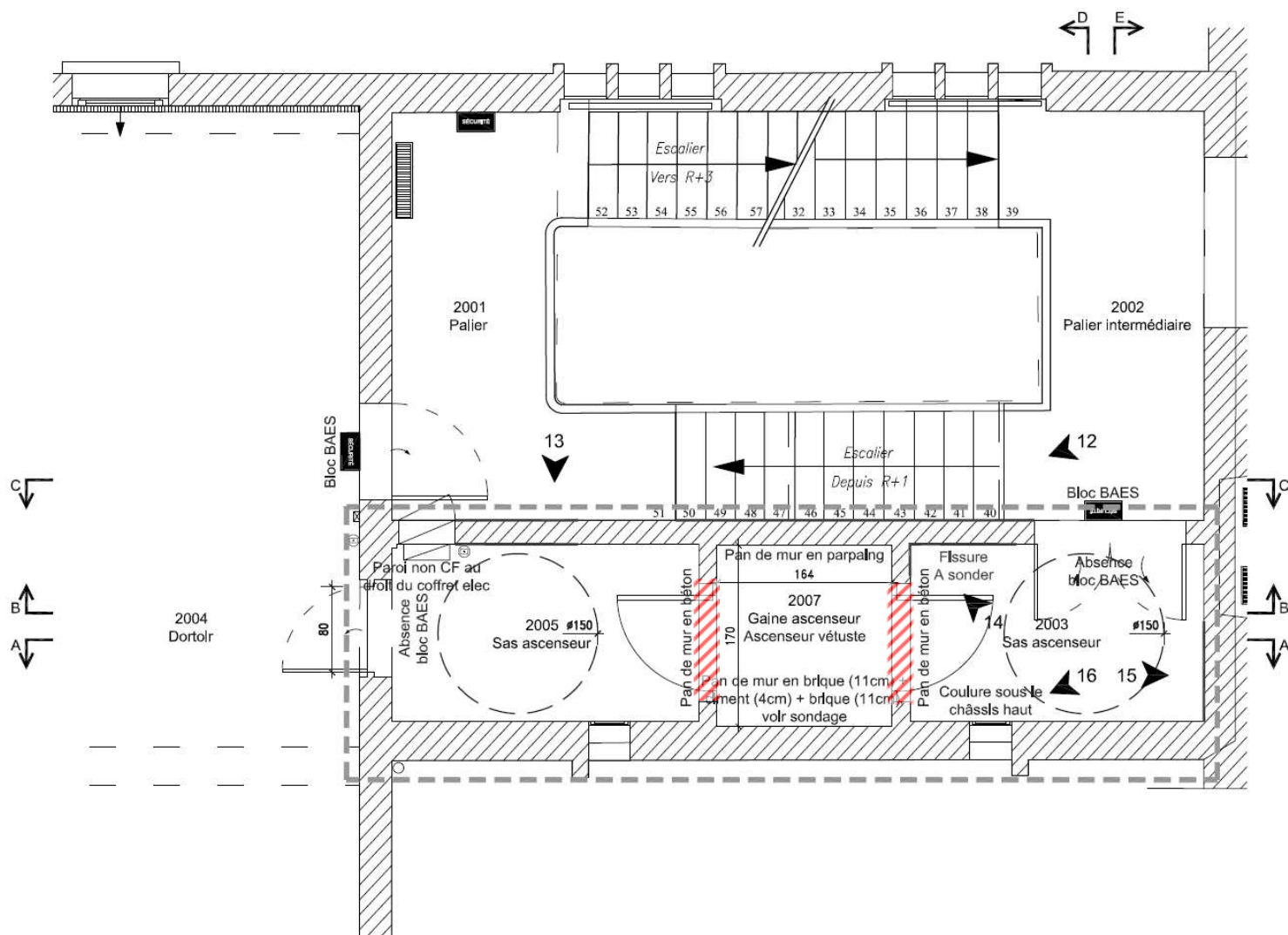


Légende des éléments contenant du plomb :

- Porte palière avec un revêtement contenant du plomb.



Maison d'éducation de la Légion d'Honneur
Bâtiment nouvel internat – Niveau R+2
Route d'Achères
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

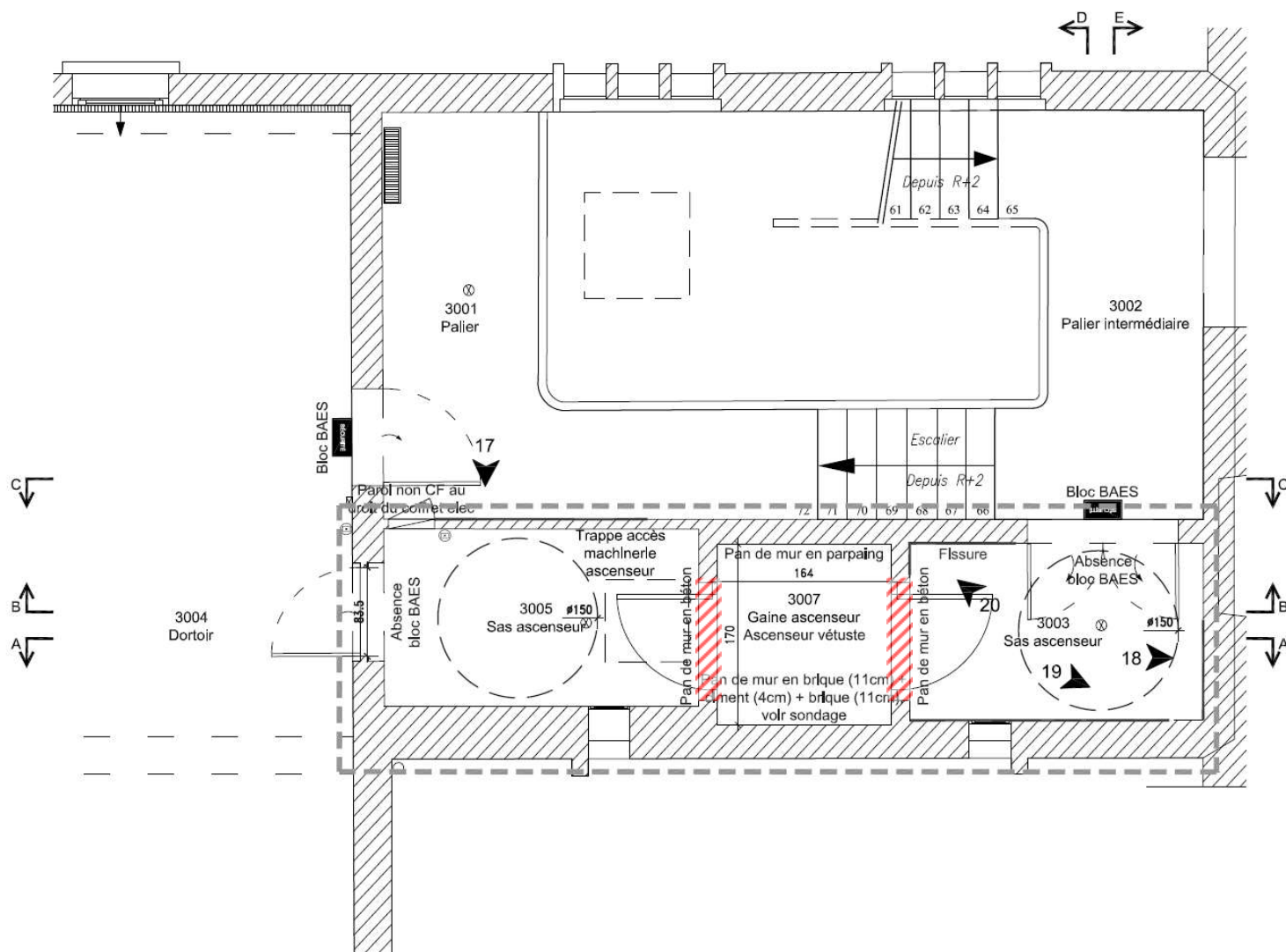


Légende des éléments contenant du plomb :

//// - Porte palière avec un revêtement contenant du plomb.



Maison d'éducation de la Légion d'Honneur
Bâtiment nouvel internat – Niveau R+3
Route d'Achères
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

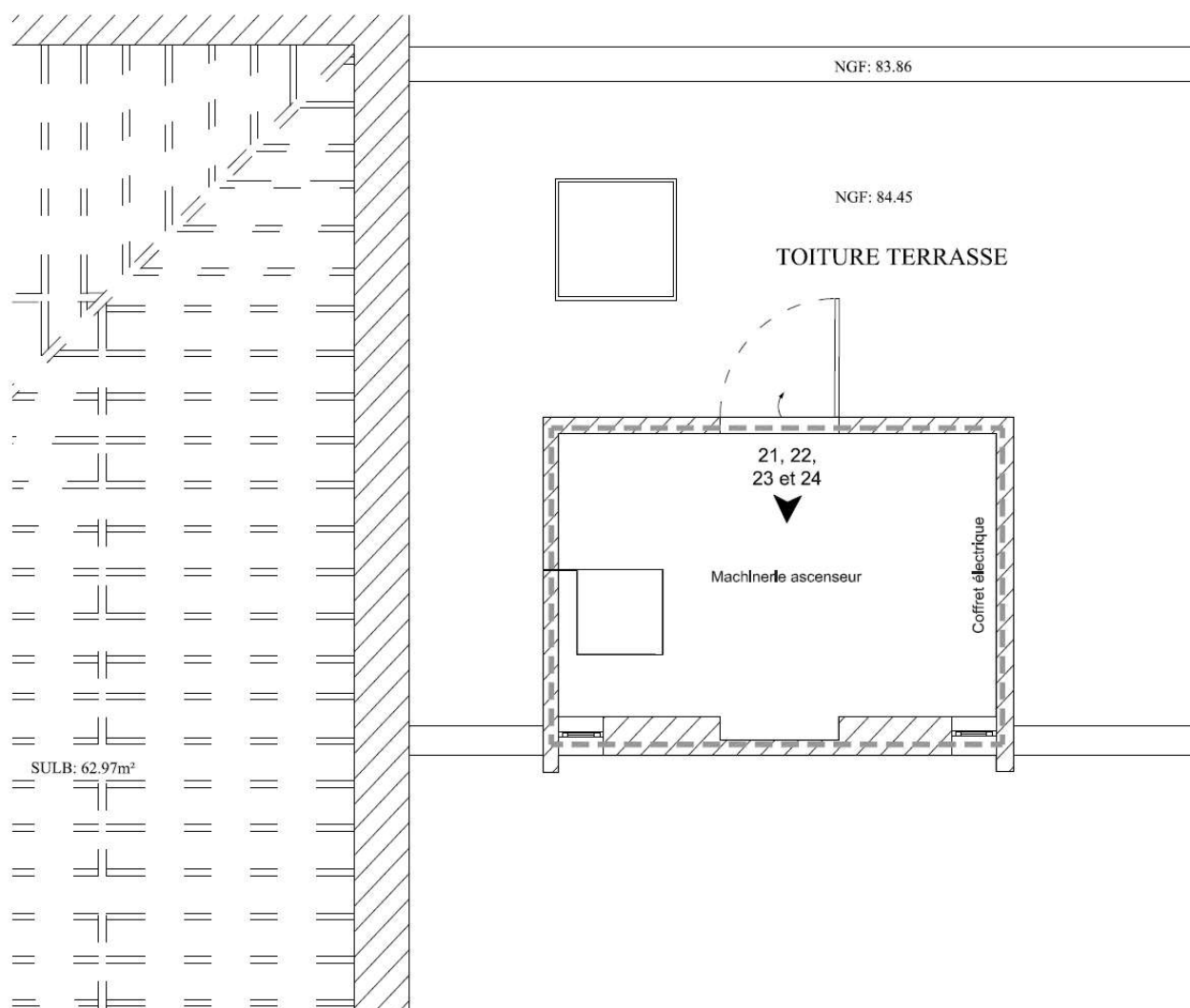


Légende des éléments contenant du plomb :

//// - Porte palière avec un revêtement contenant du plomb.



Maison d'éducation de la Légion d'Honneur
Bâtiment nouvel internat – Niveau Toiture terrasse
Route d'Achères
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE



6 - INFORMATION SUR LES PRINCIPALES REGLEMENTATIONS ET RECOMMANDATIONS EN MATIERE D'EXPOSITION AU PLOMB

Code de la santé publique :

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Article L.1333-4 concernant la distribution, la détention et l'utilisation des appareils à fluorescence X équipés d'une source radioactive.
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'Article L.1334-2 du code de la santé publique ;
- Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Code de la construction et de l'habitat :

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

Ressources documentaires :

Documents techniques :

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, Aide au choix d'une technique de traitement, OPPBTP, FFB, CEBTP, Édition OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 809 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb».

Sites Internet :

- Ministère chargé de la santé (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) : <http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- Ministère chargé du logement : <http://www.logement.gouv.fr>
- Agence nationale de l'habitat (ANAH) : <http://www.anah.fr/> (fiche Peintures au plomb disponible, notamment)
- Institut national de recherche et de sécurité (INRS) : <http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

7 - ATTESTATIONS DE COMPÉTENCES**Certificat de compétences
Diagnosticteur Immobilier**

N° CPDI 1163 Version 004

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

Monsieur DESIER Aurélien

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention Date d'effet : 05/12/2022 - Date d'expiration : 04/12/2029
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention Date d'effet : 05/12/2022 - Date d'expiration : 04/12/2029
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 19/04/2022 - Date d'expiration : 18/04/2029

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 28/04/2022.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ou Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ou Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert
Institut de CertificationCertification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 4-0522
PORTÉE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
WWW.COFRAC.FR

CPE DI FR 11 rev18

8 - ATTESTATION D'ASSURANCE


**ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
PROFESSIONNELLE**

Nous soussignés, Cabinet CONDORCET, 13 rue Francis Davso – 13001 Marseille, attestons par la présente que la Société :

Société S.E. QUALICONTROLE
24 RUE GARNIER PAGES
94100 ST MAUR DES FOSSES
Siret n°798 453 114 00018

a souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, 1 cours Michelet, CS 30051, 92076 Paris La Défense Cedex, un contrat d'assurances « Responsabilité civile professionnelle Diagnostiqueur Immobilier », sous le numéro N° 86517808 / 80810721.

ACTIVITES DECLAREES PAR L'ASSURE : DIAGNOSTIC IMMOBILIER :

Evaluation Périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA)
Diagnostic amiante avant travaux/démolition sans préconisation de travaux NF X46-020 (articles R4412-140 à R4412-142 du Code du travail – article R1334-27 CSP – arrêté du 26 juin 2013)
Diagnostic amiante avant-vente et avant location
Diagnostic de performance énergétique (DPE)
Diagnostic surface habitable Loi Boutin
Dossier technique amiante (DTA)
Diagnostic Etats des lieux locatifs
Diagnostic Exposition au plomb (CREP)
Diagnostic Loi Carrez
Diagnostic recherche de plomb avant travaux /démolition (art R1334-12 et R1334-8 du CSP – Article R4412 du Code du travail)
Risques naturels et technologiques
Diagnostic humidité
Diagnostic de l'état des installations de gaz uniquement dans le cadre du DDT

Diagnostic termites
Diagnostic état de l'installation intérieure de l'électricité des parties privatives et communes (DTT)
Audit énergétique réalisé dans le cadre du DPE et à l'occasion de la vente d'une maison ou d'un immeuble étiqueté F ou G, conformément à la Loi n° 2021-1104 du 22/08/2021 "Climat et Résilience"
Diagnostic amiante dans les parties privatives (DAPP)
Diagnostic Etat des risques et pollutions (ERP)
Diagnostic Légionellose
Diagnostic Technique Global des immeubles relevant du statut de la copropriété (article L.731-1 du Code de la Construction et de l'Habitation)
Visite virtuelle 360°
Certificat de luminosité
Calcul de la surface du plancher
Diagnostic de performance numérique (DPN)
Diagnostic des déchets à l'exclusion de toute mission entrant dans le réemploi des déchets de l'ordonnance n°2010-1579 du 17/12/2010 et textes subséquents.

La garantie du contrat porte exclusivement :

- **Sur les diagnostics et expertises immobiliers désignés ci-dessus,**
- **Et à condition qu'ils et elles soient réalisés par des personnes possédant toutes les certifications correspondantes exigées par la réglementation**

Période de validité : **du 01/10/2024 au 30/09/2025.**

L'attestation est valable sous réserve du paiement des cotisations

La Société ALLIANZ garantit l'Adhérent dans les termes et limites des conditions générales n° 41128-01-2013, des conventions spéciales n° 41323-01-2013 et des conditions particulières (feuillet d'adhésion 80810721), établies sur les bases des déclarations de l'adhérent. Les garanties sont subordonnées au paiement des cotisations d'assurances pour la période de la présente attestation.

Tél 09 72 36 90 00
13 rue Francis Davso 13001 Marseille
contact@cabinetcondorcet.com · www.cabinetcondorcet.com
Service Réclamation : contact@cabinetcondorcet.com · 13 rue Francis Davso 13001 Marseille 09 72 36 90 00
SAS au capital de 50 000 € · RCS Marseille 494 253 982 · Immatriculation ORIAS 07 026 627 www.orias.fr · Sous le contrôle de l'ACPR
Autorité de contrôle Prudential et Résolution · 4 Pl de Budapest 75009 Paris

9 - ATTESTATION DE VALIDITE DE LA SOURCE



Groupe
PHYSITEK Devices

Fabrication, Distribution
Assistance technique
Maintenance d'équipements
scientifiques

N° d'agrément ASN : F.620002

CERTIFICAT DE NON-FUITE (LEAK TEST CERTIFICATE)

Ce document certifie que le matériel identifié ci-dessous est conforme et exempt de toute fuite ou contamination radioactive, il n'est en aucun cas un contrôle de réception au sens de l'article R4451-29 du code du travail, il vous appartient de faire réaliser ce contrôle dans les deux mois à partir de la réception de votre source.

Analyseur portable de fluorescence X
FEnX2

SOCIETE : QUALICONTROLE

VILLE : 91330 - YERRES

Autorisation ASN n° SIGIS : T910783

MATERIEL VERIFIE :

Modèle : FEnX2
Numéro de série : 24-1077
Fabricant : Fondis Electronic

APPAREIL DE MESURE UTILISE :

Modèle : RAMION X N° de série : 2211-035 Fabricant : ROTEM Date de vérification : 10/03/2024
Modèle : RAM GENE-1 N° de série : 12811-824 Fabricant : ROTEM Date de vérification : 10/03/2024

REA	ACTIVITE MBq	DATE	N° DE SERIE SOURCE	MODELE	FABRICANT	NORMES
Cd-109	850	01/03/2024	RTV-2240-23	XCd9.06	Ritverc	NF-ISO 9978 ISO C64344

Les tests sont effectués selon les recommandations du fabricant NITON à l'aide d'une chiffonnette humide.

- ☒ Résultat de la mesure du prélèvement : < 0,185 Bq ou < 0,1 cp/s (Limites EURATOM < 3,7 Bq/cm²)
- ☒ Vérification d'ouverture et fermeture du volet d'obturation de la source
- ☒ Vérification du rayonnement source occultée (volet d'obturation fermé)

CONCLUSION : Le matériel vérifié ne présente aucune fuite détectable et peut être utilisé sans risque dans les conditions normales d'utilisation.

**CE CERTIFICAT, VALABLE UN AN, EST UN DOCUMENT OBLIGATOIRE
QUI DOIT ETRE CONSERVE ET PRESENTE A TOUS CONTROLES.**

Vérification effectuée le : 14/05/2024
Vérification effectuée par : Thibaut BERGET

PROCHAINE VERIFICATION le : 14/05/2025
pour FONDIS ELECTRONIC :
R. Chibane
Personne Compétente en Radioprotection
P/O _____



Fondis Electronic
26, avenue Duguay Trouin,
entrée D - CS 60507
78961 Voisins-le-Bretonneux Cedex

Tél. : +33 (0)1 34 521 030
Fax : +33 (0)1 30 521 030
E-mail : info@fondiselectronic.com
Site : https://www.physitek.fr



SAS au capital de 2 500 000 € - Siret 428 583 637 00031 - APE 4652Z - N° TVA : FR 15 428 583 637 - Lieu de juridiction : Versailles.



Fabrication, Distribution
Assistance technique
Maintenance d'équipements
scientifiques

Usage maximal des sources Cd-109
dans les analyseurs de fluorescence X portables Fondis Electronic de type FEnX

A qui de droit,

Considérant les performances des analyseurs de fluorescence X portables Fondis Electronic pourvus d'une source isotopique Cadmium 109 conçus pour l'analyse du plomb dans la peinture nous actons les points suivants :

Basée sur la période radioactive du Cd-109 établie par la physique à 462,6 jours, l'utilisation maximale d'une source Cd-109 est **55 MBq**. Cette valeur correspond à l'activité résiduelle minimale nécessaire pour obtenir des ratios signal/bruit statistiquement et une durée d'analyse acceptables.

- Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de **850 MBq** cette valeur limite est atteinte après **60 mois**.
- Pour un analyseur avec une source Cd-109 d'une activité initiale de **370 MBq** cette valeur limite est atteinte après **36 mois**.

Ces durées limites sont indépendantes de l'utilisation réelle de l'analyseur. L'horloge de décroissance de la source démarre dès l'assemblage de celle-ci. Avec la décroissance de la source le temps d'analyse effectif nécessaire pour acquérir des données analytiques pertinentes augmente au moins proportionnellement. Vers la fin de vie de la source le rapport signal sur bruit décroît même plus vite car le bruit électronique devient prédominant. Avec une activité inférieure à 55 MBq les temps d'analyse nécessaires augmentent dans des proportions telles qu'ils rendent l'instrument impropre à son utilisation. Aux très basses activités d'autres sources d'erreur diminuent la précision et la justesse des résultats.

Cette durée maximale d'utilisation avant un remplacement nécessaire de la source est simplement basée sur des lois et des constantes physiques. Au-delà de ces durées les appareils deviennent pratiquement inutilisables en seulement quelques semaines. Les intervalles maximaux de remplacement de source devraient par conséquent être programmés de façon à ne pas excéder ces durées afin que le cycle d'utilisation soit optimal avec de bonnes performances de l'analyseur.

Nom de la société : QUALICONTROLE

Modèle de l'analyseur :	FEnX2
Numéro de série analyseur :	24-1077
Numéro de série de la source :	RTV-2240-23
Activité de la source (Mbq) :	850
Date d'origine de la source :	01/03/2024
Date de fin de validité de la source :	01/03/2029



Fondis Electronic
26, avenue Duguay Trouin,
entrée D - CS 60507
78961 Voisins-le-Bretonneux Cedex

Tél. : +33 (0)1 34 52 10 30
Fax : +33 (0)1 30 57 33 25
E-mail : info@fondiselectronic.com
Site : <https://www.physitek.fr>



SAS au capital de 2 500 000 € - Siret 428 583 637 00031 - APE 4652Z - N° TVA : FR 15 428 583 637 - Lieu de juridiction : Versailles.